



## **COMMUNIQUE**

C'est avec une profonde indignation que le Ministère en charge de la Femme a pris connaissance des propos malveillants, calomnieux et totalement infondés tenus récemment par un cyberactiviste, surnommé Johnny Patcheko à l'encontre de Madame Dominique OUATTARA, Première Dame de la République de Côte d'Ivoire. Ces accusations gratuites, relayées sur les réseaux sociaux, visent non seulement à ternir l'image et l'honorabilité de Madame la Première Dame, mais également à porter atteinte à l'institution qu'elle incarne et aux valeurs qu'elle représente.

Madame Dominique OUATTARA, en tant que Première Dame de notre Nation, est une figure emblématique de l'engagement social et humanitaire. Elle incarne les valeurs de solidarité, de respect et de dignité qui sont chères à notre pays. L'insulter ou la calomnier revient à injurier toutes les femmes de Côte d'Ivoire qui méritent respect et considération.

Ces dérives langagières, devenues récurrentes sur les réseaux sociaux, sont inacceptables et ne peuvent être tolérées ni aujourd'hui ni demain. Elles traduisent une volonté manifeste de détourner l'attention des Ivoiriennes et des Ivoiriens des progrès considérables réalisés sous la conduite éclairée de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République. Ces agissements visent également à semer la division et à alimenter une vindicte populaire injustifiée.

Au regard de la gravité de ces propos et des actes qui en découlent, je tiens à rappeler que la liberté d'expression ne saurait être un prétexte pour bafouer l'honneur et la dignité d'autrui. En ma qualité de Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant et porte-voix des femmes de Côte d'Ivoire, je demande solennellement au Procureur de la République de se saisir de ce dossier. Il est impératif que justice soit rendue afin de laver l'honneur de Madame Dominique OUATTARA et de préserver la dignité des femmes de notre pays.

J'appelle également les Ivoiriennes et les Ivoiriens à faire preuve de discernement face à ces campagnes de désinformation, de dénigrement, d'attisement de la haine et à continuer de promouvoir les valeurs de respect, de solidarité et de cohésion sociale qui constituent les fondements de notre Nation.

Fait à Abidjan, le 20 février 2025



**Madame Nassénéba TOURE**  
Ministre de la Femme, de la  
Famille et de l'Enfant